

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50836

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

US had clashed repeatedly with the simultaneous emergence in the nineteenth century of Germany's »New Course« and America's rise to world-power status. These direct encounters, however, had surprisingly little to do with the anti-German sentiment of the Great War era. Sedlmayr presents his evidence biographically. President Woodrow Wilson's fundamental Anglophilia was nurtured by German behavior during the war itself, and by his developing vision of a world of free trading democracies. Wilson's amanuensis Colonel Edward House initially took a more pragmatic approach: sympathetic and hostile to Germany as the course of events suggested, but finally committing to a negative position. Wartime Secretary of State Robert Lansing appears to have entertained no serious thoughts about Germany before assumed office. Even earlier than Wilson, he internalized a dichotomy between Democracy and Autocracy, with Germany on the wrong side. He insisted on the »barbaric nature« of the »Teutonic race« with an evangelist's zeal – a far cry from the conventional image of a sober diplomatic realist.

In each of these cases a comprehensive *Feindbild* was cultivated as a way of structuring events and legitimating decisions. The world crisis of 1914–1918 offered less and less room for nuances. Instead it encouraged polarization – especially in a US whose neutrality was a central element of its foreign policy as late as 1916. Justifying the change in policy evoked a negative image of Germany and the Germans, as a country and a people deserving everything about to happen to them. Some alternative characterizations did exist parallelly to the dominant negatives. Diplomat William C. Bullitt, though a strong supporter of Wilson's international principles, had direct experience of wartime Germany which countered images of the brutal Hun and saw a democratic Germany as a barrier to the spread of Bolshevism. German-American attorney Ellis Dresel had been attached to the US Embassy for much of the war. He shared Bullitt's views about Germany's prospects as a democratic bulwark against Red revolution—a crass contradiction to the viewpoints of his political superiors.

Sedlmaier concludes with a brief but perceptive evaluation of the importance of images for the development of high policy. Wilson, House, and Lansing had in common the dichotomized vision of a »good« and a »bad« Germany: militarism versus progressivism, economic and technical modernity combined with political reaction. That vision did not initially shape policy: Germany was not America's »designated enemy« for much of the war. Germany's image, its myth if one prefers, did become increasingly negative as a consequence of decisions made on economic, national-security, or – especially in Wilson's case – ideological grounds. That negativity in turn made the images relatively impervious to the kinds of modifications supported by Bullitt and Dresel. The result was a hardening of discourse that limited options for both judgment and negotiation – and proved difficult to remove even after the guns fell silent. Consequences endured for the balance of the century.

Dennis E. SHOWALTER, Colorado Springs

Christian GREILING, *La minorité allemande de Haute-Silésie 1919–1939*. Préface de Bernard MICHEL, Paris (L'Harmattan) 2004, 280 p. (Allemagne d'hier et d'aujourd'hui), ISBN 2-7475-3796-X, EUR 23,00.

Après la signature du traité de Versailles, le sort de la Haute-Silésie devait être réglé par la voie d'un referendum organisé sous l'égide du Conseil suprême. Les crises locales, provoquées par les violences entre les populations de langue allemande et celles de langue polonaise rendaient d'autant plus difficiles un accord entre les Alliés que de l'attribution du complexe minier et métallurgique de la région dépendait, soit la viabilité économique de la Pologne, soit la possibilité pour l'Allemagne de retrouver sa puissance passée ainsi que sa capacité à s'acquitter des réparations, argument largement mis en avant. La minorité allemande, regroupée dans les régions urbaines formait une minorité riche, bien organisée et

soudée par l'activité de ses écoles et de ses associations sportives ou culturelles (*Kulturbund*). L'opposition était ouverte entre la France, qui favorisait nettement la Pologne et la Grande-Bretagne, qui, dans le camp opposé, s'était ralliée l'Italie. Le plébiscite du printemps 1921, donna une majorité polonaise dans les districts miniers grâce à la prédominance polonaise au sein des communes rurales voisines des entreprises allemandes. En août 1921, faute de s'entendre sur le décompte des voix par catégories, les puissances furent d'accord pour remettre la solution à l'arbitrage de la SDN. Bien que la solution de partage apportée par la SDN ait été applaudie comme un premier succès, sa mise en œuvre devait se montrer problématique en ce qui concernait le sort des minorités incluses de part et d'autre. L'auteur étant polonais, il s'appuie sur des sources principalement polonaises et s'applique surtout à l'étude de la minorité allemande incorporée à la Pologne. Il exprime cependant le souci de conserver l'équilibre entre les accusations que se lancent réciproquement l'Allemagne et la Pologne au sujet du traitement accordé à leurs minorités respectives, réglé par une convention en 1922. Il utilise également les fonds du Quai d'Orsay, mais il n'entre pas dans son projet d'examiner les arcanes de la politique étrangère française. Il découle de cette étude une image originale et intéressante où l'on voit dans la province (*voïvodie*) de Haute-Silésie, que la convention fut appliquée de façon très précise dans ses détails au profit d'une minorité allemande devenue d'autant plus puissante que les gouvernements qui se succédaient à Weimar s'en servaient à Genève pour étayer leurs récriminations contre le traité de Versailles.

Pourtant, avec l'arrivée au pouvoir de Hitler, contrairement aux espérances entretenues dans cette minorité, le Reich signa en 1934 un traité avec la Pologne qui semblait marquer le désintéressement de Berlin à son égard. En fait, par le biais des associations locales, les nazis tenteront de diriger à leur profit cette minorité, mais ils se heurteront en particulier aux résistances des groupements catholiques, tandis que, de leur côté, les associations nazies se scinderont, témoignant de la polonisation des esprits. L'ouvrage avait été le sujet d'un mémoire de maîtrise à la qualité duquel la publication rend justice. Les annexes et autres instruments de recherche en témoignent. On peut cependant regretter que de très nombreuses coupures altèrent les citations, peut-être par un souci d'économie excessif. Dans le même sens, l'auteur aurait pu s'arrêter davantage sur des personnalités qui ont joué un rôle important dans les politiques décrites ou ont été soupçonnées d'avoir été à la solde des Allemands. Il reste donc de la matière pour d'autres développements, en particulier, en extrapolant sur le sort de la minorité allemande pendant et après la Guerre mondiale: une étude qui permettrait de dresser l'état de la question pour diverses régions de l'Europe.

Anne HOGENHUIS-SELIVERSTOFF, Paris

Rebecca HEINEMANN, *Familie zwischen Tradition und Emanzipation. Katholische und sozialdemokratische Familienkonzeption in der Weimarer Republik*, Munich (Oldenbourg) 2004, 349 p. (Schriftenreihe der Stiftung Reichspräsident-Friedrich-Ebert-Gedenkstätte, 11), ISBN 3-486-56828-0, EUR 34,80.

Une étude de plus sur la république de Weimar, qui a déjà donné lieu à un certain nombre de travaux et de détails scientifiques? Dans cet ouvrage, l'auteur privilégie délibérément les milieux catholiques et sociaux-démocrates des classes moyennes dont on a peu parlé jusqu'alors, contrairement aux familles ouvrières qui ont fait l'objet de plusieurs travaux dus entre autres à la taylorisation du travail et à l'urbanisation croissante et qui ont changé leurs structures. Ici, le débat se concentre sur les bases normatives sur lesquelles repose la cellule familiale, débat essentiel à une époque d'extrême instabilité politique, économique et sociale. Avant 1914, les comportements et les valeurs étaient déterminés par des institutions comme l'Église et la famille. Les bouleversements de la Grande Guerre ont